

En 2021, l'année précédant son invasion de l'Ukraine, la Russie a dépensé l'équivalent de 65,9 milliards de dollars pour ses forces armées, soit 4,1% de son PIB. L'Allemagne, dont la population représente un peu plus de la moitié de celle de la Russie, a dépensé 56,0 milliards de dollars, soit 1,3 % de son PIB. Les chiffres respectifs étaient de 68,4 milliards de dollars (2,2 % du PIB) pour le Royaume-Uni, de 56,6 milliards de dollars (1,9 % du PIB) pour la France et de 32 milliards de dollars (1,5 % du PIB) pour l'Italie. Réunies, les dépenses des quatre plus grands États membres de l'UE représentent le triple de celles de la Russie. Les dépenses militaires des États-Unis, qui représentent 38 % du total mondial, sont douze fois supérieures à celles de la Russie, et quinze fois à celles des quatre principaux pays européens membres de l'OTAN.

Les chiffres concernant les dépenses militaires sont moins fiables que ceux, par exemple, sur les températures moyennes. Mais, à supposer que les [données fournies par l'institut de recherche le plus réputé dans ce domaine](#) ne soient qu'à moitié valables, l'invasion russe soulève la question de savoir pourquoi une puissance manifestement inférieure a pris le risque d'une confrontation avec un bloc beaucoup plus fort. Le fait que la Russie ait attaqué en position de faiblesse se reflète également dans le fait que, selon les experts militaires, la force militaire envoyée sur le front ukrainien, estimée à 190 000 hommes en février 2022, était beaucoup trop faible. Un accord s'est dégagé sur le fait qu'elle aurait dû être au moins deux fois plus importante si elle voulait atteindre son objectif présumé, la conquête de l'Ukraine – un pays de 40 millions d'habitants avec une superficie presque deux fois supérieure à celle de l'Allemagne. Et même si le budget de défense de l'Ukraine s'élevait en 2021 à moins de 6 milliards de dollars, soit 3,2 % du PIB de l'un des pays les plus pauvres d'Europe, il a toutefois connu une augmentation impressionnante de 142 % depuis 2012, de loin le taux de croissance le plus élevé parmi les 40 pays en tête des dépenses militaires mondiales. Ce n'est un secret que pour les médias mainstream européens que cette augmentation est due à une importante aide militaire étatsunienne, visant à l'« interopérabilité » des armées ukrainienne et américaine, laquelle, [selon des sources de l'OTAN](#), a été atteinte en 2020. En fait, cela a fait de l'Ukraine un membre de facto, sinon de jure, de l'OTAN.

L'objectif des 2% du PIB et le « changement d'époque »

Bien que l'invasion russe ait eu lieu à partir d'une position d'infériorité militaire manifeste (malgré les assurances publiques des États-Unis et de l'OTAN, renouvelées presque chaque semaine jusqu'à aujourd'hui, qu'ils n'enverraient jamais de troupes pour aider les Ukrainiens sur le champ de bataille), l'Allemagne a subi, dès le premier jour de la guerre, une pression politique et morale insistante de la part des États-Unis pour augmenter ses dépenses militaires afin de se conformer enfin à l'objectif de longue date de l'OTAN selon lequel ses États membres doivent consacrer 2 % de leur PIB à ce qu'on appelle « la défense ». À la fin des années 1990, déjà, les États-Unis avaient exhorté les membres européens de l'OTAN à dépenser davantage pour leurs forces armées, comme ils commençaient eux-mêmes à le faire à ce moment-là.

Lors du sommet de l'OTAN à Prague, en 2002, l'objectif des 2 % a été discuté pour la première fois, dans le contexte du 11 septembre 2001, aux premières heures de la « guerre contre le terrorisme », de l'invasion imminente de l'Irak, de l'extension du mandat de l'OTAN aux opérations hors-zone euro-atlantique et de la décision d'étendre l'adhésion à

l'OTAN à l'Europe de l'Est, en commençant par les États du groupe dit de Visegrad (Pologne, Hongrie et République tchèque). Cette décision a mis fin aux discussions antérieures sur une « maison européenne commune » (selon la formulation de Gorbatchev) ou un « partenariat pour la paix » (selon les mots de Bill Clinton) incluant la Russie, et amorcé un retour à la frontière de la guerre froide entre l'Europe occidentale et l'Europe de l'Est, cette dernière étant désormais composée en substance de la seule Russie.

L'objectif de 2 % a été officiellement adopté lors du sommet de l'OTAN à Riga en 2006. En 2008, Merkel et Sarkozy ont échoué dans leur tentative de bloquer une invitation officielle adressée à l'Ukraine et à la Géorgie à rejoindre l'OTAN – la troisième et dernière étape proposée de l'extension de l'OTAN en Europe de l'Est. En 2014, après la révolution de Maïdan et l'annexion subséquente de la Crimée par la Russie, l'engagement envers l'objectif de 2 % a été renouvelé. Bien qu'il s'appliquât officiellement à tous les membres de l'OTAN, il visait principalement l'Allemagne, le seul pays où, en raison de sa taille, une augmentation relative des dépenses militaires produirait une augmentation significative de la force militaire de l'OTAN. La France et le Royaume-Uni consacraient déjà depuis un certain temps 2 % ou presque à leur budget de défense : 2,49 % pour le Royaume-Uni et 2,10 % pour la France en 2002, 2,48 % et 1,90 % en 2008, et 2,17 % et 1,86 % en 2014. L'Allemagne, en comparaison, n'a dépensé que 1,33 % en 2002, 1,21 % en 2008, et 1,15 % de 2014 à 2018, date après laquelle une croissance modérée a commencé, pour atteindre 1,34 % en 2021.

Il semble qu'il y ait eu plusieurs raisons pour lesquelles les quatre gouvernements Merkel qui se sont succédés de 2005 à 2021 n'ont pas pu ou voulu respecter la règle des 2 %. On cite souvent la bureaucratie excessivement tatillonne des marchés publics et le pacifisme prétendument viscéral dans l'électorat allemand, issu de la défaite des deux guerres mondiales. Depuis le début de la guerre en Ukraine, on prétend également qu'Angela Merkel a cru aux promesses de Poutine de respecter ce que l'Occident considère comme le droit international – un droit qui a permis aux États-Unis et à sa « coalition de volontaires », dont l'Ukraine, d'envahir l'Irak et à une coalition encore plus vaste, dont l'Ukraine, de l'occuper, mais qui interdit à la Russie d'envahir l'Ukraine. La question de savoir si Poutine a fait de telles promesses doit être laissée aux recherches historiques futures. Compte tenu de ses mises en garde publiques contre l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN, inlassablement répétées depuis 2002, cela semble plutôt douteux.

Trois autres facteurs sont sans doute plus importants : l'Allemagne ne possède pas d'armes nucléaires, qui absorbent une grande partie des dépenses militaires du Royaume-Uni et de la France, de sorte que les forces conventionnelles allemandes peuvent, malgré un budget de défense total inférieur, être à peu près équivalentes à celles de la Grande-Bretagne et de la France. De plus, contrairement à d'autres pays, la totalité des forces allemandes sont intégrées à l'OTAN, ce qui signifie que toute augmentation profiterait principalement aux États-Unis. En lien avec cela, l'Allemagne d'après-guerre ne dispose pas de doctrine militaire propre, pas même d'un état-major pour déterminer à quoi servent ses forces armées.

En effet, alors que l'introspection allemande après l'invasion de l'Ukraine tentait d'expliquer la négligence supposée de la Bundeswehr [armée fédérale] au cours des deux dernières décennies, une enquête publiée dans la *Süddeutsche Zeitung* a montré que les politiques d'achat de matériel militaire avaient longtemps oscillé entre l'objectif de défense territoriale en Allemagne et en Europe et les missions hors zone, comme celles en Afghanistan et au Mali, engagées par courtoisie envers les États-Unis et la France, qui nécessitaient des équipements très différents et se sont avérées plus coûteuses que prévu.

Néanmoins, l'opinion publique allemande et internationale dominante a facilement souscrit à l'affirmation selon laquelle la Russie n'aurait pas envahi l'Ukraine si l'Allemagne avait rempli ses 2 % dus à l'OTAN. Il s'ensuit que l'Allemagne doit s'amender de toute urgence, notamment pour empêcher la Russie d'attaquer d'autres pays européens : non seulement la Pologne et les États baltes, mais aussi la Finlande et la Suède. Le fait que la Russie n'ait même pas pu conquérir Kiev, située à moins de 160 km de la frontière russe, n'a jamais été pris en compte dans le discours dominant. Il n'a pas non plus été envisagé que si « Poutine » était effectivement assez fou pour essayer de conquérir la Finlande, il pourrait aussi être assez fou pour utiliser des armes nucléaires lorsqu'il est sous la contrainte.

La pression émanant des médias et de l'OTAN a été répercutée non seulement par l'opposition [de droite] CDU/CSU au Bundestag [parlement fédéral] mais aussi par des éléments de la coalition gouvernementale [composée des sociaux-démocrates du SPD, des libéraux du FDP et des Verts]. A l'intérieur de celle-ci, on trouve l'« expert en défense » du FDP, un député de Düsseldorf, où est basé [Rheinmetall](#), le deuxième plus grand producteur d'armes allemand après Airbus, et les Verts, qui travaillent dur pour se débarrasser de l'image pacifiste de leurs débuts, qui les hante encore malgré Joschka Fischer[1]. Trois jours après l'invasion russe, le 27 février, [le chancelier] Olaf Scholz a convoqué une session spéciale du Bundestag au cours de laquelle il a plaidé coupable au nom de l'Allemagne pour avoir négligé ses obligations envers l'OTAN et l'Occident. L'invasion, selon Scholz, correspond à un *Zeitenwende* [un « changement d'époque »] – après lequel, souligne-t-il, rien ne sera plus pareil. L'Allemagne doit donc moderniser son armée pour répondre aux attentes de ses alliés, notamment en respectant enfin sa promesse d'augmenter ses dépenses de défense à hauteur de 2 % du PIB, et davantage encore lorsque l'économie allemande recommencera à croître.

Une manœuvre fiscale exceptionnelle

À cette fin, Scholz a annoncé une manœuvre fiscale extraordinaire : la création d'un Fonds spécial, un *Sondervermögen*, de 100 milliards d'euros, exclusivement consacré aux dépenses militaires, entièrement financé par la dette et – une spécialité allemande – inscrit dans la Constitution. Pendant les années de la pandémie, l'Allemagne a accumulé une dette publique sans précédent (du moins selon les normes allemandes), dépassant ce qu'autorise son « frein à l'endettement » constitutionnel, institué en 2011. Pour contourner ce frein, le Fonds spécial a été créé en dehors du budget ordinaire grâce à un amendement constitutionnel, qui nécessitait une majorité qualifiée, possible uniquement avec l'accord de l'opposition – la constitution allemande devient de plus en plus longue chaque année à cause d'amendements de ce type. Pour obtenir l'adhésion de la CDU/CSU, Olaf Scholz a dû convaincre les Verts d'abandonner la demande de leurs membres de définir la « défense » de manière à inclure les missions de paix et l'aide au développement. Comme les dirigeants des Verts étaient déjà devenus d'ardents défenseurs de la puissance militaire comme outil de promotion de l'épanouissement humain en général, cela n'a pas pris beaucoup de temps. Il a été plus difficile de convaincre la CDU/CSU, qui a insisté pour que l'argent supplémentaire soit dépensé exclusivement en matériel militaire, plutôt qu'en choses à la mode telles que les infrastructures de cybersécurité.

La relation entre le fonds spécial et le budget ordinaire de la défense, en particulier l'objectif de 2 %, n'est pas tout à fait claire. Le plan semble être que le fonds sera dépensé sur plusieurs années, le montant de chacune complétant les dépenses régulières jusqu'à

atteindre un total de 2 %, les dépenses régulières augmentant progressivement de sorte qu'une fois le fonds spécial épuisé, l'objectif des 2 % aura été atteint et sera pérennisé. Dans son discours du 27 février, Scholz est allé jusqu'à promettre que l'Allemagne « investirait chaque année davantage encore que de 2 % de son PIB dans la défense » - une exagération qui a ensuite disparu des documents gouvernementaux. Entre-temps, il a été décidé qu'environ 40 milliards d'euros iraient à l'armée de l'air, 19 milliards à la marine et 17 milliards à l'armée de terre ; 21 milliards seraient consacrés à ce qu'on appelle « la capacité de commandement et la numérisation », des satellites aux radios numériques pour les troupes.

Dépenser 100 milliards d'euros est loin d'être simple. La somme représente environ la moitié de ce que l'Italie doit recevoir dans le cadre du programme de relance Corona de l'UE, qui doit officiellement être dépensé sur sept ans. En tête de liste des achats figurent 35 chasseurs bombardiers furtifs polyvalents Lockheed Martin F-35, une demande exigée par la ministre écologiste des affaires étrangères [Annalena Baerbock], qui a contraint le SPD, lors des négociations de coalition, à faire de leur achat une priorité absolue du nouveau gouvernement. Le F-35 est autorisé par l'armée de l'air des États-Unis à transporter des bombes nucléaires américaines dans le cadre de l'accord dit de « participation nucléaire » entre les États-Unis et l'Allemagne, ce qui tient à cœur à l'armée allemande, même si la sélection des cibles est bien entendu strictement réservée aux États-Unis.

L'avion, qui doit remplacer le chasseur-bombardier Tornado, est le principal avion de combat des États-Unis, qui en exploitaient 790 dans le monde en avril 2022 et prévoient de porter leur flotte à 2 456 en 2040. On dit que le coût à l'unité serait de 100 millions d'euros, mais ce prix augmentera certainement au moment où ils seront livrés, dans trois ou quatre ans, peut-être jusqu'à 150 millions. Il semble avoir été décidé que la Luftwaffe recevra en outre une soixantaine d'hélicoptères de transport Chinook CH47, disponibles au plus tôt dans quatre ou cinq ans, pour un coût d'environ 5 milliards d'euros. Sur la liste des achats figurent également 140 drones israéliens Heron TP armés.

Les années à venir verront une compétition sans merci entre les industries de l'armement d'Europe et des États-Unis, chacune d'entre elles se disputant une part de la manne allemande. La France considérera le Fonds spécial comme une nouvelle occasion de mettre en place une politique industrielle française pour l'industrie européenne de la « défense », en fusionnant les producteurs français et allemands pour en faire des acteurs mondiaux suffisamment forts pour concurrencer leurs homologues américains - une fois de plus, bien sûr, en vain. Pour satisfaire les Français, l'Allemagne dépensera également une grande partie de l'argent sur la nouvelle version ECR (Electronic Combat Role) de l'Eurofighter, et probablement une plus grande partie sur le FCAS (Future Combat Air System), un projet français digne de science-fiction combinant des satellites, des drones et des chasseurs bombardiers.

Comment et quand un pays tiers devient-il un co-belligérant ?

Rien de tout cela ne sera utile dans la guerre en Ukraine, qui aura pris fin d'une manière ou d'une autre au moment où les nouveaux équipements seront opérationnels. Cela n'a toutefois pas été dit à l'opinion publique allemande, qui a tendance à considérer comme

allant de soi que les 100 milliards contribueront à mettre fin aux souffrances du peuple ukrainien face aux brutalités de l'armée russe. En fait, on a parfois l'impression que le Fonds spécial sert d'écran de fumée derrière lequel le gouvernement allemand cache une réticence particulière à l'égard de la livraison d'armes lourdes à l'Ukraine, malgré les pressions intenses exercées par l'ambassadeur ukrainien – qui est devenu une autorité morale en Allemagne en accusant presque quotidiennement sur Twitter son pays-hôte de manquer de fibre morale et de « valeurs européennes » – ainsi que par les médias allemands et internationaux et, bien sûr, par l'opposition [de la droite] CDU/CSU.

La fourniture d'armes à l'Ukraine est toutefois bien plus qu'une question technique et a des implications stratégiques majeures. L'une d'entre elles concerne la question de savoir comment et quand un pays tiers devient un co-belligérant : l'allié d'une partie qui, en vertu du droit international, peut légitimement être attaqué en tant qu'ennemi par l'autre partie. Manifestement, il existe un seuil, difficile à définir, à partir duquel un soutien extérieur au champ de bataille se transforme en participation à ce dernier.

Ceux qui sont chargés de la fabrique du consentement de l'opinion publique allemande prétendent que cette limite n'existe pas, ce qui implique que l'Allemagne peut donner à l'Ukraine tout ce qu'elle demande sans devenir, selon le droit international, une cible légitime pour la Russie (naturellement, les mêmes sources affirment que ce que l'on appelle « Poutine » se fiche éperdument du droit international). Le fait que ce ne soit pas le cas est peut-être l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement Scholz a été plus lent que les autres gouvernements à s'engager à envoyer des armes lourdes à l'Ukraine et, une fois engagé, à les livrer effectivement. Après tout, parmi les grandes puissances de l'OTAN impliquées, l'Allemagne est située le plus près du théâtre de la guerre et de la Russie elle-même. Elle ne dispose pas non plus d'une défense nucléaire et le transport par voie terrestre de chars et d'artillerie lourde vers l'Ukraine pourrait facilement être intercepté par « Poutine » avant qu'ils n'atteignent leur destination.

Alors que la majeure partie de la communauté allemande des spécialistes du droit international garde le silence sur ce sujet, qui est totalement évité par le journalisme mainstream, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, n'a pu, dans un moment de vérité, s'empêcher de publier, le 18 mai, [dans son courrier des lecteurs](#), une lettre de l'un des plus grands experts allemands en droit international, Jochen Abraham Frowein. Conservateur s'il en est, Frowein a observé laconiquement qu'en fournissant des armes à l'Ukraine, l'Allemagne pourrait devenir « partie d'un conflit armé », que la Russie ait ou non violé l'article 2 de la Charte des Nations unies, qui interdit les guerres d'agression. Selon Frowein, cela impliquait que les « forces militaires allemandes, y compris leurs positions sur le sol allemand, pourraient être attaquées par la Russie ». Citant ce que la fronde anti-Scholz considère comme un manque de détermination moralement coupable pour venir en aide à un pays envahi, Frowein conclut que « la prudence du gouvernement fédéral quant à son statut de partie [prenante de la guerre] est entièrement justifiée ».

Les demandes ukrainiennes de matériel militaire sont loin d'être modestes. Un conseiller du président Zelensky a fait savoir à la mi-juin que, pour « gagner » la guerre, le pays avait besoin d'au moins 1 000 obusiers de 155 millimètres, 300 lance-roquettes multiples, 500 chars, 2 000 véhicules armés et 1 000 drones. Comparez cela aux sept obusiers fournis par l'Allemagne en coopération avec les Pays-Bas et aux quatre lance-roquettes que l'Allemagne a livré à l'Ukraine deux semaines plus tard. Les États-Unis, qui entretiennent des bases militaires dans 85 des 200 pays du monde (contre huit bases russes dans des pays adjacents à la Russie et une base en Syrie), seraient bien sûr en mesure de fournir à eux seuls à l'Ukraine les énormes quantités de matériel qu'elle a demandées, puisqu'ils ont

déjà financé à eux seuls l'augmentation des dépenses militaires ukrainiennes depuis 2014. Récemment, l'administration Biden a obtenu du Congrès qu'il réserve 40 milliards de dollars supplémentaires pour l'aide militaire à l'Ukraine rien que cette année.

Le fait que des efforts soient néanmoins déployés pour que d'autres pays, à l'intérieur et à l'extérieur de l'OTAN – une quarantaine au total, y compris de très petits pays – participent également à l'effort semble servir des fins essentiellement politiques, avant tout pour démontrer l'unité d'un « Occident » ressuscité sous le leadership américain. À l'instar de l'assassinat de Jules César, où chaque conspirateur devait planter son couteau dans la victime (« Toi aussi, Brutus ? »), cela servira à répartir les responsabilités, de sorte que personne ne puisse nier ultérieurement son implication et, le cas échéant, rester à l'abri des contre-attaques russes. La livraison d'armes à grande échelle, qui fait d'un pays un quasi-combattant, pourrait également l'empêcher de jouer ultérieurement un rôle de médiateur entre les parties belligérantes. Du point de vue étatsunien, cela serait particulièrement bienvenu en ce qui concerne l'Allemagne et la France.

Les buts de guerre

Un autre aspect stratégique de l'armement de l'Ukraine concerne les buts de guerre ukrainiens et la mesure dans laquelle les alliés de l'Ukraine peuvent avoir leur mot à dire à ce sujet. Plus l'Ukraine reçoit de matériel, plus ses objectifs politiques peuvent devenir ambitieux. Sous l'influence de l'extrême-droite du mouvement nationaliste ukrainien, qui, à l'instar de l'ambassadeur ukrainien en Allemagne, considère le terroriste, collaborateur des nazis et antisémite criminel de guerre Stepan Bandera comme un héros national, le gouvernement ukrainien actuel s'est détourné à la fois des protocoles de Minsk de 2014 et 2015 et du « format Normandie » – un groupement créé en 2014 pour résoudre le conflit du Donbass, impliquant l'Ukraine, la Russie, l'Allemagne et la France, les États-Unis n'ayant été impliqués dans aucun des deux processus. Les termes de l'accord de Normandie comprenaient la neutralité ukrainienne, l'autonomie régionale des provinces russophones de l'Ukraine – en particulier le Donbass – et des négociations futures sur le statut de la péninsule de Crimée.

Actuellement, les objectifs déclarés de l'Ukraine comprennent le refoulement de toutes les forces russes vers la Russie, le retour inconditionnel de la Crimée à l'Ukraine, le retour des provinces séparatistes sous l'autorité centrale de Kiev et l'adhésion de l'Ukraine, sinon à l'OTAN, du moins à l'UE. L'OTAN et l'UE se sont publiquement engagées à laisser aux Ukrainiens le soin de décider des objectifs à atteindre, du moment des négociations et des accords à conclure. À la grande joie du gouvernement ukrainien, les États-Unis et d'autres pays occidentaux, dont le Royaume-Uni, ont également indiqué que, pour eux, l'objectif de la guerre était une « victoire » sur la Russie qui affaiblirait « de manière décisive » son armée et son économie, tout en faisant en sorte que Poutine soit jugé par un tribunal pénal international. La ligne de Scholz à ce sujet est que la Russie ne doit pas gagner la guerre, et que l'Ukraine ne doit pas la perdre, plutôt que l'Ukraine doive gagner et la Russie perdre.

C'est dans ce contexte que l'accès de l'Ukraine au matériel militaire de pointe est important. Il détermine si l'Ukraine, qui se bat seule sans les forces des États-Unis et de l'OTAN à ses côtés, est en mesure de résister à une guerre qui pourrait durer plusieurs années, avec une chance, aussi minime soit-elle, de « gagner » d'une manière ou d'une autre. Pour cela, le gouvernement ukrainien devrait demander à ses citoyens d'accepter

des pertes massives de vies et de richesses au nom d'objectifs nationaux maximalistes, dans un conflit qui le positionne de plus en plus comme un mandataire de l'« Occident », visant à éliminer la Russie en tant que puissance économique et politique indépendante.

En déterminant le type et la quantité d'armes qu'ils fournissent à l'Ukraine, ses alliés espèrent influencer les objectifs, la durée et l'issue de la guerre, en ajustant l'équilibre des forces sur le champ de bataille à l'issue qu'ils jugent la plus souhaitable. Pour les États-Unis, armer l'Ukraine permet de s'assurer que l'humeur à l'intérieur du pays n'évolue pas vers un soutien « défaitiste » à un règlement de type Minsk. Cette stratégie pourrait toutefois ne pas être dans l'intérêt de l'Allemagne ou de la France, notamment parce que le risque que la Russie tire le frein à main et utilise sa capacité nucléaire pourrait augmenter avec le temps. Pour l'Europe, la nucléarisation de la guerre ukrainienne serait une catastrophe, alors que les États-Unis seraient à peine affectés, voire pas du tout. L'Allemagne, en particulier, est moins intéressée que les États-Unis par une guerre longue menée avec du matériel occidental fourni gratuitement. Pour Olaf Scholz, ralentir les livraisons d'armes peut être une tentative, même si elle est de faible portée, pour amener le gouvernement ukrainien à envisager un règlement sans que Poutine soit livré à La Haye, à condition qu'un accord de type Normandie soit encore possible. Les pays menacés par les retombées nucléaires de l'escalade du conflit ukrainien pourraient recourir au mot d'ordre « pas d'anéantissement sans représentation »^[2]. La situation pourrait être similaire en France et en Italie, tandis que le Royaume-Uni, plus éloigné du théâtre de la guerre, a comme toujours serré les rangs derrière les États-Unis.

Qu'en est-il du « changement d'époque » ?

Aussi important qu'il puisse paraître, le Fonds spécial de 100 milliards de l'Allemagne ne fait que refléter une tendance de longue date de la politique mondiale, après la fin des « dividendes de la paix » de l'après-1990 et du « nouvel ordre mondial » de Bush père. Les dépenses militaires mondiales, en dollars constants de 2020, ont commencé à diminuer en 1989, pour atteindre leur niveau le plus faible depuis un siècle dix ans plus tard, aux deux tiers de leur niveau de 1988. À partir de ce moment-là – là est le véritable « changement d'époque » – elles ont augmenté régulièrement, revenant en 2007 à leur niveau de 1988, continuant à augmenter jusqu'en 2010 et encore après 2015, pour atteindre un niveau record en 2020-21 : un tiers de plus que 1988, la dernière année de la guerre froide.

Les forces motrices de cette course ont été les États-Unis et la Chine. Entre 1990 et 2001, les dépenses militaires étatsuniennes ont diminué d'un quart, puis, à partir de 2002, elles ont commencé à augmenter rapidement, de près de deux tiers en neuf ans, et ce jusqu'en 2010. En 2016, les dépenses militaires américaines étaient retombées à leur niveau de 2004, pour augmenter à nouveau de 11,3 % entre 2017 et 2021. Parallèlement, les États-Unis ont démantelé, étape par étape, l'architecture de contrôle des armements américano-russe. En 2002, ils se sont officiellement retirés du traité sur les missiles antibalistiques (ABM) de 1972, qui limitait les systèmes de défense antimissile balistique ; en 2009, ils ont laissé expirer le traité sur la réduction des armes stratégiques (START I). Par leur retrait de l'ABM, ils ont empêché la ratification de START II, négocié en 1993. En 2019, ils se sont retirés, de nouveau unilatéralement, du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), afin de pouvoir commencer à installer des systèmes de lancement de missiles dans des pays européens comme la Roumanie, la Pologne et la République tchèque. Alors qu'il s'agissait prétendument de protéger l'Europe des missiles nucléaires

iraniens, les États-Unis ont également annulé en 2018 l'accord de non-prolifération nucléaire conclu avec l'Iran en 2015, un accord négocié avec les grandes puissances européennes.

Alors que le retrait étatsunien des accords ABM, START et INF concernait surtout la Russie, la Chine était et sera de plus en plus le deuxième acteur majeur de l'accumulation mondiale de moyens de destruction après la « fin de l'histoire » [annoncée par Francis Fukuyama après l'effondrement de l'URSS]. Jusqu'à la fin des années 1990, les dépenses militaires chinoises étaient presque négligeables, ne représentant pas plus de 8 % de leur équivalent américain. Puis elles se sont envolées, augmentant rapidement d'année en année – davantage encore que les dépenses américaines qui croissaient rapidement. En 2005, elles étaient passées à 10%, cinq ans plus tard à 15 % ; en 2015, elles atteignaient 29 %, et, en 2021, 35 % des dépenses étatsuniennes.

Les dépenses militaires russes, en comparaison, semblent négligeables. En 1998, un an avant qu'Eltsine ne prenne la poudre d'escampette et ne remette à Poutine une Russie plongée dans le chaos le plus total suite à la « thérapie de choc » imposée par les États-Unis, le budget militaire russe ne représentait plus que 3,1 % de celui des États-Unis. Malgré d'énormes efforts déployés après 2004, lorsqu'il est devenu prévisible que le projet européen initial de Poutine, « [une Europe] de Lisbonne à Vladivostok », échouerait, le poids relatif des dépenses militaires russes par rapport à celles des États-Unis n'a pas dépassé 10,7 %, en 2016, pour retomber à 8,2 % en 2021. Faisant allusion à l'historien grec Thucydide et à son analyse des origines de la guerre du Péloponnèse (431-404 avant J.-C.), les stratèges militaires occidentaux qualifient de moment thucydidien celui où une puissance dominante se sent obligée d'entrer en guerre contre une puissance montante, pour l'empêcher de franchir un seuil au-delà duquel elle ne peut plus être vaincue en toute sécurité. Il semble qu'un tel moment soit à portée de main pour les États-Unis et la Chine, comme il l'a peut-être été pour la Russie en 2021, en observant l'armement de l'Ukraine par les États-Unis. A noter toutefois qu'Athènes a dû apprendre à ses dépens qu'elle avait manqué le moment adéquat et attaqué Sparte trop tard.

Aussi horrible que cela puisse être pour le peuple ukrainien, les combats actuels dans le Donbass ne sont rien de plus qu'un spectacle secondaire dans une histoire bien plus grande : celle d'un affrontement imminent entre un hégémon mondial en déclin et un hégémon en devenir. Dans ce contexte, l'une des fonctions de la guerre est de consolider l'emprise des États-Unis sur leurs alliés européens, nécessaires pour soutenir le « pivot vers l'Asie » américain (Obama) – vers ce qui était autrefois la mer de Chine méridionale et que la médiocratie occidentale loyale appelle désormais l'« Indo-Pacifique ». La tâche de l'Europe est d'empêcher la Russie de profiter du fait que les États-Unis tournent leur attention armée vers d'autres coins du monde – et, si nécessaire, de rejoindre les États-Unis dans leur expédition en Asie, ce à quoi le Royaume-Uni se prépare activement. Rien ne garantit qu'il n'y aura pas d'explosion nucléaire en cours de route, notamment en Europe occidentale. Pour les pays de cette région, la question la plus urgente sera de savoir s'ils aspirent à devenir davantage qu'un auxiliaire américain chargé de contrôler la Russie et d'aider à la bataille à venir avec la Chine – une question à laquelle Scholz, Macron et *alii* doivent maintenant répondre avant qu'il ne soit trop tard.

*

Le texte de Wolfgang Streeck a été publié le 2 juillet dans [Sidecar](#), le blog de la *New Left Review*, et le 6 juillet sur le site allemand [Makroskop](#).

Notes

[1] Vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, sous les gouvernements SPD-Verts dirigés par Gerhard Schröder (1998-2005), Joschka Fisher, chef de file de l'aile « realo » des Verts, s'est distingué par son atlantisme et sa volonté de faire participer l'Allemagne aux interventions militaires à l'étranger, en particulier en Yougoslavie (NdT).

[2] Allusion au mot d'ordre de la guerre d'Indépendance des Etats-Unis « pas de taxation sans représentation » (NdT).